



Commentaire : Analyse juridique OUDINEX

Arrêt CA Paris, Pôle 1 Ch. 8, 20 octobre 2023



Affaire : Mme [D] c/ ABEILLE IARD (RG n° 23/04090)

Le retard d'indemnisation sanctionné comme un facteur aggravant du préjudice

La cour d'appel de Paris rappelle avec fermeté qu'un retard injustifié dans l'indemnisation d'un sinistre engage pleinement la responsabilité de l'assureur. Lorsque cette inertie empêche la réalisation des travaux et prolonge l'impossibilité d'occuper un logement, elle ouvre droit à une réparation intégrale du préjudice, indépendamment de toute exigence de factures ou de plafonds implicites.

Les faits

L'affaire trouve son origine dans un important refoulement d'eaux vannes survenu le 19 juillet 2021 dans l'appartement d'une copropriétaire situé à Paris. Le sinistre, causé par l'engorgement d'une canalisation commune, engage sans ambiguïté la responsabilité du syndicat des copropriétaires.

L'assureur de l'immeuble, la société **Abeille IARD & Santé**, est saisi. La victime transmet l'ensemble des pièces nécessaires à l'instruction du dossier dès le mois de novembre 2021. Pourtant, malgré la clarté des responsabilités et l'évidence des dommages, l'indemnisation tarde à intervenir.

Ce qui aurait dû relever d'une gestion assurantielle classique se transforme en une attente prolongée. L'indemnité principale n'est versée qu'en mars 2023, empêchant pendant près de deux ans le lancement des travaux et laissant le logement durablement inhabitable.

L'enjeu central : la confusion entre le sinistre et le dommage aggravé

L'enjeu juridique essentiel reposait sur la distinction entre le dommage initial causé par le sinistre et le préjudice aggravé résultant du comportement de l'assureur.

En première instance, le juge des référés avait limité l'indemnisation de la perte d'usage à deux mois et subordonné une partie du préjudice matériel à la production de factures de travaux. Ce raisonnement revenait à assimiler l'intégralité du préjudice au seul sinistre, sans tenir compte des conséquences directes du retard d'indemnisation.

Or, le dommage subi par la victime ne résultait plus uniquement du dégât des eaux, mais bien de l'inertie fautive de l'assureur, qui avait empêché toute remise en état du logement.

Le droit à réparation intégrale du tiers lésé

La cour d'appel censure cette analyse et rappelle un principe fondamental : en sa qualité de **tiers lésé**, la victime a droit à une réparation intégrale et immédiate de son préjudice matériel.

L'indemnisation ne peut être conditionnée à l'exécution préalable des travaux ni à la production de factures, dès lors que le préjudice est certain, chiffré et directement imputable au sinistre. Exiger une telle justification revient à faire supporter à la victime les conséquences financières du retard de l'assureur.

Le retard fautif pleinement sanctionné

L'apport majeur de l'arrêt réside dans l'évaluation de la perte d'usage. Alors que l'assureur tentait d'en limiter la durée à deux mois, la cour retient une période de **vingt-cinq mois**, correspondant à la privation effective de jouissance du logement.

Les juges relèvent que :

- L'ensemble des documents nécessaires avait été communiqué dans des délais normaux,
- Le non-versement de l'indemnité principale a directement empêché le démarrage des travaux,
- La prolongation du préjudice est exclusivement imputable à la carence de l'assureur.

Dans ces conditions, la réparation doit être intégrale

Un signal clair adressé aux assureurs

Par cet arrêt, la cour d'appel de Paris adresse un message sans équivoque aux assureurs : ils ne peuvent limiter l'indemnisation d'un préjudice qu'ils contribuent eux-mêmes à aggraver par leur inertie.

À l'instar de la jurisprudence de la Cour de cassation, cette décision constitue un levier essentiel pour les victimes de sinistres en copropriété. Elle rappelle que le temps de l'assureur n'est jamais neutre et que tout retard injustifié engage pleinement sa responsabilité

Contact principal:

Edouard Hazan
7 rue Royale, 75008 Paris
info@oudinex.com